

Définir l'islamophobie et ses manifestations politiques après les attentats de « Charlie Hebdo »



Ills.: UK Human Rights Blog

Résumé

Cet article examine les difficultés rencontrées par les définitions contemporaines de l'islamophobie, notamment celle de l'influent rapport Runnymede, face aux réactions des responsables politiques européens aux attentats de janvier 2015 à Paris. L'application de la méthode d'analyse du discours politique (ADP) à ces réactions souligne leur ambiguïté eu égard aux définitions contemporaines de l'islamophobie, et justifie de les affiner.

Mots clés

Islamophobie, rapport Runnymede, attentats de Charlie Hebdo, Union européenne, populisme.

Cet article est la version traduite et condensée de: Bogacki Mariusz, de Ruitter Jan Jaap et Sèze Romain, Defining Islamophobia and its socio-political applications in the light of Charlie Hebdo attacks in Paris, Rozenberg Quarterly, 2019. URL:

<http://rozenbergquarterly.com/the-charlie-hebdo-attacks-in-paris-defining-islamophobia-and-its-socio-political-applications/>

Introduction

L'étude des réactions de peur ou d'hostilité à l'égard de l'islam et des musulmans a connu un tournant avec la publication du rapport *Islamophobia : a challenge for us all* (Runnymede Trust, 1997 et 2016), par la *Commission on British Muslims and Islamophobia*, créée par le Runnymede Trust (groupe de réflexion indépendant). Cette étude pionnière propose d'identifier les causes et manifestations de l'islamophobie, définie comme « une hostilité non fondée envers l'islam », une « crainte ou [une] haine de l'islam, et donc [...] la peur ou l'aversion des musulmans ou de la plupart d'entre eux » (Runnymede Trust, 1997, 1), et les « conséquences d'une telle hostilité en matière de discriminations [...] et d'exclusion des activités politiques et sociales » (*idem*, 4). Les auteurs opèrent cependant une distinction fondamentale entre « la peur phobique de l'islam [qui] caractérise des attitudes fermées, et les désaccords et critiques légitimes [qui] caractérisent des attitudes ouvertes » (*idem*, 4). Cette distinction repose sur huit clivages dans la façon d'appréhender l'islam et les musulmans : uniformité/diversité, séparation/interaction, infériorité/différence, adversité/partenariat, manipulation/sincérité, rejet/considération de la critique de l'Occident, justification/réprobation des discriminations, justification/réprobation de l'islamophobie (*idem* : 5).

Bien que ce rapport demeure une référence, il a commencé à être vigoureusement critiqué dix ans après sa publication, en particulier pour cette distinction entre « attitudes fermées » et « ouvertes ». Cette binarité tend à résumer l'attitude envers l'islam et les musulmans à de l'islamophilie ou à de l'islamophobie, tout en objectivant par effet de miroir des représentations symétriquement opposées de musulmans « bons ou mauvais », quoiqu'il en soit essentialisés, (Allen, 2010, 76). « L'islamophobie ne peut être déterminée et définie par le "type" de musulmans qui en sont victimes. Elle doit aller plus loin et tenir compte de la reconnaissance d'un "caractère musulman" réel ou perçu », car cette approche réduit l'islamophobie à un « phénomène à la fois trop simpliste et largement superficiel, défini davantage par les caractéristiques des victimes que par la motivation et les intentions des auteurs » (*idem*, 79-80). Or, cette approche néglige ce faisant l'existence d'un angle mort : il existe en effet des préjugés qui ne procèdent pas d'attitudes « fermées », mais qui sont la conséquence de différences de cultures, de représentations du monde et de valeurs. Les musulmans qui ne se laissent pas réduire à cette binarité sont ainsi exclus de ce traitement de l'islamophobie, et peuvent de ce fait devenir les victimes oubliées du phénomène.

Les analyses de Chris Allen invitent à considérer de nouveaux aspects des manifestations de l'islamophobie, toujours plus ambiguës et complexes après le 11 Septembre, comme l'illustrent les débats contemporains sur le niqab, le multiculturalisme et les processus d'intégration religieuse et culturelle en Europe. À sa suite, divers chercheurs ont alors souligné les limites du rapport Runnymede, et proposé des alternatives. Deepa Kumar (2012, 2) et Ibrahim Kalin (2011, 11) se concentrent davantage sur la dimension racialisante du phénomène. Tahir Abbas (2011, 65), Nathan Lean et John Esposito (2012, 13) en analysent les aspects phobiques. Mohamed Nimer (2011, 78), Hedvig Ekerwald (2011) et Tahir Abbas (2011) s'intéressent aux caractéristiques culturelles et religieuses de l'islamophobie. Même Chris Allen (2010, 190) a tenté de proposer une définition alternative qui, si exhaustive soit-elle, présente une longueur et des incohérences telles qu'elle s'avère peu opérationnelle. Jocelyne Césari (2011) est sans doute celle qui acte le plus précisément ces difficultés. Elle souligne que le terme « islamophobie » est contestable parce qu'il est souvent « appliqué de manière imprécise à des phénomènes divers, allant de la xénophobie à l'antiterrorisme. Il regroupe toutes sortes de discours et d'actes en suggérant qu'ils émanent tous d'un même noyau idéologique, issu d'une peur irrationnelle (phobie) de l'islam » (*idem*, 21). C'est donc l'ambiguïté du terme permise par sa généralité qui rend impossible son application aux phénomènes divers qui peuvent naître des préjugés à l'égard de l'islam, mêlant préjugés et idéologies politiques variées.

Ces débats ont justifié une actualisation du rapport Runnymede, vingt ans après sa publication en 1997, dans l'objectif « d'améliorer la précision et la qualité des débats, ainsi que des politiques publiques pour lutter contre l'islamophobie » (Elahi, Khan, 2017, 1). Sur la base des réactions au rapport Runnymede, le groupe de réflexion en propose deux nouvelles définitions. La première, abrégée, définit l'islamophobie comme un « racisme antimusulman ». La seconde, plus détaillée, la définit comme « toute distinction, exclusion, restriction ou préférence à l'égard des musulmans (ou perçus comme tels) qui a pour objet ou pour effet d'annuler ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, sur un pied d'égalité, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel ou tout autre domaine de la vie publique » (*ibid.*). Certains contributeurs à ce rapport ont également questionné la pertinence du terme « islamophobie ».

Après avoir discuté de notions de « racisme antimusulman », « préjugés

antimusulmans » et « discriminations antimusulmans », Shenaz Bunglawala conclut à la nécessité de conserver le terme « islamophobie » pour deux raisons. Premièrement, il ressort des contenus médiatiques (britanniques) que le terme « islam » a plus souvent une charge péjorative que le terme « musulman », « plaçant ainsi l'appartenance perçue à un groupe au cœur de ces stéréotypes » (Bunglawala, 2017, 70). Deuxièmement, « adopter une terminologie centrée sur la victime (*i.e.* sur le « musulman » et non sur « l'islam ») risquerait de mener la lutte contre l'islamophobie à manquer sa cible et à oublier de prendre en considération le contexte favorable à l'uniformisation des représentations sur l'islam et les musulmans ». À revers des autres contributeurs, Shenaz Bunglawala argue en faveur de la pertinence de la dichotomie opposant attitudes « ouvertes » et « fermées », notamment au regard de la définition de l'islamophobie comme « racisme antimusulman » : « à une époque où les termes "islam", "islamique", "islamiste extrémiste" et "islamiste" sont fréquemment chargés de connotations péjoratives, est-il si étonnant que "l'islamophobie" conserve son pouvoir de nommer l'objet de la haine ? » (*idem*, 72).

Il ressort de ces débats qu'il est nécessaire de se départir des prénotions sur les victimes a priori pour examiner la pertinence des définitions de l'« islamophobie » au regard des manifestations qu'elles recouvrent dans un contexte donné. Sachant qu'elles ont crû tout en se complexifiant après le 11 Septembre, dans quelle mesure la résurgence du djihadisme depuis le milieu des années 2000 en Europe et les réactions qu'elle suscite interrogent-elles la pertinence de ce terme ? Afin d'apporter des éléments de réponse à cette question, seront examinées les réactions des responsables politiques européens à des attentats djihadistes qui les ont récemment tous interpellés : ceux de janvier 2015 à Paris. Ces événements ont en effet concouru à renforcer les discours et pratiques discriminantes à l'endroit des musulmans dans l'Union européenne (*Foundation for Political, Economic and Social Research*, 2016), tout particulièrement dans le contexte des débats sur la radicalisation où les populations musulmanes font facilement figure d'ennemi intérieur (Baker-Beall *et al.*, 2015 ; Ragazzi, 2016). Les réactions des responsables politiques à ces attentats sont en effet propres à faire apparaître les ambiguïtés liées à l'appréhension contemporaine de l'islamophobie, donc à inviter à réviser sa définition d'une part, et à réfléchir à ses implications sur les plans politique, législatif et social d'autre part.

Après avoir décrit la méthodologie appliquée pour construire le corpus des

discours et les analyser (1), seront présentés les résultats de l'analyse du discours politique (2), avant de conclure par des propositions visant à cerner plus pertinemment les discours discriminatoires à l'endroit de l'islam et des musulmans.

I/ Méthodologie

Le 7 janvier 2015, Chérif et Saïd Kouachi, deux frères français d'origine algérienne, âgés de 32 ans et 34 ans, se rendent dans les locaux du journal satirique Charlie Hebdo. Ils abattent un homme de la maintenance, puis un policier chargé de la protection de Stéphane Charbonnier (journaliste condamné à mort par al-Qaïda), neuf journalistes qui assistent à la conférence de rédaction hebdomadaire, et, dans leur fuite, un autre policier. Les terroristes ont revendiqué avoir « tué Charlie Hebdo » en représailles aux caricatures du prophète Mohammed, et avoir agi au nom d'al-Qaïda au Yémen qui a revendiqué l'attentat (al-Qaïda au Maghreb islamique a par ailleurs salué les « chevaliers de la vérité »). Amedy Coulibaly, Français d'origine malienne, 32 ans, s'est dans le même temps livré à plusieurs attaques. Il est suspecté d'être l'auteur de l'explosion d'une voiture à Villejuif (Val-de-Marne), le 08 janvier. Le même jour, il abat une policière municipale à Montrouge (Hauts-de-Seine), et blesse un agent de la voirie. Le lendemain, il prend en otage vingt-trois clients du magasin Hyper Cacher à Paris, tue quatre personnes et fait neuf blessés. Dans une vidéo diffusée post-mortem sur Internet, il revendique avoir agi au nom de l'État islamique, en coordination avec les frères Kouachi. Les assassins ont été tués lors des interventions des forces de l'ordre.

Si des violences de cette nature ont toujours des retentissements dans le débat public, ceux suscités par cet événement furent sans précédent en France. Le fait qu'ait notamment été visée la rédaction d'un journal accusé de blasphème disposait à un cadrage particulier : une attaque contre la « liberté d'expression », la « laïcité », « les Lumières », contre « ce que nous sommes » déclarèrent les membres du gouvernement. La société s'est sentie ébranlée dans les valeurs fondatrices de son identité collective. D'où l'identification exceptionnellement massive suscitée par cet attentat : des millions de messages d'hommage se sont succédés sur les réseaux sociaux, tandis que près de quatre millions de personnes, rejointes par une cinquantaine de chefs d'État, manifestèrent spontanément dans les rues de France le 11 janvier 2015. Cet article s'appuie sur les réactions des responsables politiques européens à ces attentats. Leurs

discours sont analysés au moyen de la méthode de l'analyse du discours politique, qui invite à porter plus particulièrement attention aux modalités de désignation des responsables de ces violences (Fairclough, 1995 ; van Dijk, 1993, 1997 ; Blommaert, Bulcaen, 2000), dans l'objectif d'évaluer comment ces discours participent des préjugés et des discriminations identifiés par les définitions de référence de l'islamophobie. Les pratiques politiques étant aussi des pratiques discursives, « le discours, oral ou écrit, a des fonctions et des implications politiques » (van Dijk, 1997, 14). Par conséquent, les réactions des responsables politiques ainsi que les programmes de leurs partis sont révélateurs du positionnement politique de leurs auteurs.

I/1. Sélection des pays et des partis politiques

La sélection des pays inclus dans l'analyse est établie sur deux critères : faire partie des membres fondateurs de l'Union européenne (UE) et abriter importante une population musulmane. D'une part, les pays ayant une histoire longue d'intégration dans l'UE entretiennent des liens politiques étroits qui contribuent à accroître les attentes des uns envers les autres, qui portent notamment sur les réactions à de tels évènements. En outre, les pays sélectionnés comptent parmi les membres les plus peuplés de l'UE, qui, en raison de leur appartenance de longue date à la Communauté européenne, peuvent servir d'exemple aux États qui ont adhéré plus récemment à l'UE ou dont la population est moins volumineuse. D'autre part, il est important que ces pays abritent une population musulmane suffisamment significative pour que l'islam y soit un fait social et donc un objet de débats. Les premiers signataires du traité de Maastricht en 1992 (création officielle de l'Union européenne) - à savoir l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni - abritent une population musulmane supérieure à 2% de la population totale, à l'exception de l'Irlande (1,1%) et du Portugal (0,3%) (Hackett, 2016). Par souci de cohérence, l'échantillon des pays sélectionnés exclut donc ces deux pays auxquels se substituent, à des fins de représentativité, l'Autriche et la Suède : il s'agit des deuxièmes plus anciens membres de l'UE (ratification du traité de Maastricht en 1994) et ils abritent une population musulmane s'élevant respectivement à 5,4% et 4,6% de leur population totale. Ces choix visent également à s'intéresser à des pays dont l'expérience de l'islam est due à des migrations récentes (à l'exception de l'Espagne et la Grèce), où, par conséquent, les débats relatifs à l'intégration culturelle et au pluralisme religieux sont vifs. Ils constituent donc un espace

privilegié pour observer les récentes évolutions des phénomènes recouverts par l'islamophobie.

Le tableau 1 (ci-dessous) restitue la liste des pays et partis sélectionnés, les pourcentages de musulmans dans la population totale de chaque pays, et il indique si un parti ou son représentant a fait une déclaration sur les attentats. Afin de s'appuyer sur une représentation plus précise des réactions des responsables politiques aux attentats de Charlie Hebdo, seront considérées celles des partis au pouvoir (i.e. ceux représentés au gouvernement), des principaux partis d'opposition (i.e. ceux cumulant le pourcentage de votes le plus élevé après les partis au pouvoir) et des partis populistes (ainsi qualifiés en raison des positions anti-immigration, anti-islam et anti-élitisme de leurs programmes) . Dans deux cas (Parti autrichien de la liberté - FPÖ et Parti néerlandais pour la liberté - PVV), les principales prises de position de partis d'opposition et de partis populistes se recouvrent. En raison de leur position politique, ces partis sont considérés comme populistes. Les partis au pouvoir et leurs principaux opposants bénéficient d'une plus grande couverture médiatique, et leurs réponses peuvent donc être considérées comme les plus influentes et significatives, quoique les principaux partis d'opposition sont susceptibles d'utiliser une rhétorique visant à accentuer leurs divergences avec les gouvernements en place, et les partis populistes plus encore (van Dijk, 1993 : 60). Aussi, l'analyse des réponses prend en considération les programmes des partis politiques afin d'élargir le cadre d'analyse.

Les douze pays sélectionnés incluent quarante-neuf partis politiques et trente-trois programmes de partis, décomposés comme suivant : trente-trois partis au pouvoir (incluant des coalitions) avec vingt programmes, neuf partis d'opposition avec six programmes, et sept partis populistes avec sept programmes.

Tableau I : Pays sélectionnés, population musulmane qu'ils abritent et existence de réactions aux attentats de Charlie Hebdo.

Tableau 7 : Pays sélectionnés, population musulmane qu'ils abritent et existence de réactions aux attentats de Charlie Hebdo.

Pays	Pourcentage de musulmans dans la population	Parti ou coalition ou parti	Réaction	Principal parti d'opposition	Réaction	Parti populaire	Réaction
Allemagne	3,8%	Union chrétienne démocratique (CDU)	Oui				
		Union chrétienne sociale en Bavière (CSU)	Oui	Le parti de gauche	Oui	Parti de parti populaire au gouvernement	nd
		Parti social-démocrate (SPD)	Non				
Autriche	5,4%	Parti social-démocrate (SPÖ)	Oui	nd	nd	Parti de la liberté et d'autriche (FPÖ)	Oui
		Parti populaire autrichien (ÖVP)	Oui				
Belgique	3,3%	Nouvelle alliance flamande (N-VA)	Oui				
		Mouvement réformateur (MR)	Oui				
		Chrétiens démocrates flamands (CD&V)	Oui	Parti socialiste	Oui	liberté (liberal) (MR)	Oui
		Libéraux et démocrates flamands (VLD)	Oui				
Danemark	4,3%	Socialistes démocrates (SD)	Oui	Parti libéral du Danemark	Oui	Parti de parti populaire au gouvernement	nd

¹ Cette question aurait pu être définie de manière plus cohérente au premier pas seul repère soit le rapport de force électoral soit le contenu des programmes, mais cette option aurait compliqué le panorama et effrit moins de lisibilité à l'analyse.

Tableau I : Pays sélectionnés, population musulmane qu'ils abritent et existence de réactions aux attentats de Charlie Hebdo I

I/2. Collecte et analyse des données

La collecte de données a été menée sur Internet (la majorité des déclarations n'ont pas été diffusées en français et ont été traduites), à l'aide du moteur de recherche Google pour les réponses individuelles des responsables politiques, sur les sites des partis et gouvernements pour les déclarations officielles, les communiqués de presse et les programmes des partis. Si la réponse d'un parti ne figurait pas sur le site ou si un programme n'était pas accessible en ligne, cela est signalé (nd.) et pris en considération dans l'analyse.

		Parti social libéral (liberal) (liberal)	Non	liberal			
		Parti populaire autrichien (ÖVP)	Non				
Espagne	2,3%	Parti populaire (PP)	Oui	Parti socialiste ouvrier (PSOE)	Non	Parti de parti populaire au gouvernement	nd
		Parti socialiste (PS)	Oui				
France	7,5%	Parti socialiste (PS)	Oui	Union pour un mouvement populaire (UMP)	Oui	Socialistes et libéraux (SFL)	Oui
		Parti socialiste de gauche (PSG)	Oui				
Grèce	5,3%	Nouvelle démocratie (ND)	Oui	Coalition de gauche radicale (SYRIZA)	Non	Union nationale (ANEL)	Non
		Mouvement socialiste indépendant (KISINIKI)	Oui				
Inde	3,7%	Parti démocratique (DM)	Oui				
		National-Démocratique (NDA)	Oui	Opposition indépendante (opposition) (opposition)	nd	Grande coalition (opposition) (opposition)	nd
		Union du centre (UM)	Oui				
		Chercheurs (CP)	Non				
Israël	2,3%	Parti travailliste (PT)	Oui	Parti populaire chrétien ouest (PCO)	Non	Parti de parti populaire au gouvernement	nd
		Les Verts	Oui				
		Parti socialiste ouvrier (PSO)	Non				
Japon	0%	Parti populaire pour la liberté et la démocratie (PLD)	Oui	nd	nd	Parti pour la liberté (PLD)	Oui
		Parti travailliste (PT)	Oui				
Royaume-Uni	0,8%	Parti conservateur (PC)	Oui	Parti travailliste	Oui	Parti pour l'indépendance et de la République (UKIP)	Oui
		Libéraux-démocrates (LD)	Oui				
Suède	4,8%	Socialistes démocrates (SD)	Oui	Les Modérés (M)	Non	Libéraux ouest	Oui
		Parti de l'opposition (opposition)	Non				

Tableau I : Pays

sélectionnés, population musulmane qu'ils abritent et existence de réactions aux attentats de Charlie Hebdo II

Lorsque des déclarations ne figuraient pas sur les sites Internet des partis ou du gouvernement, mais étaient rapportées par la presse, l'information a été vérifiée par recoupement avec d'autres médias. Les manifestes ou programmes des partis ont été téléchargés sur leurs sites Internet et intégrés à l'analyse afin de restituer les positions de ces partis sur ces questions. Dans cinq cas (CDU en Allemagne, PD en Italie, VVD aux Pays-Bas, MR en Belgique, SD en Suède), les déclarations d'autres responsables que les chefs de parti ont été incluses dans l'analyse en raison de l'influence de ces acteurs.

Les réponses ont été compilées dans une base de données qui mentionne le contexte de la déclaration (calendrier, moyen de communication, manifeste du parti, etc.) et qui précise les modalités de qualification des auteurs des attentats en portant attention à la nature des associations qu'elles opèrent avec l'islam et les musulmans. L'analyse du discours repose deux critères. Premièrement, la conformité aux définitions de l'islamophobie du rapport Runnymede, et sa distinction entre attitudes « ouvertes » et « fermées » envers l'islam. Les analyses des réactions des partis retiennent trois aspects de chaque réaction :

- (1) Responsabilité : mention de la responsabilité des attentats dans la déclaration, *i.e.* à qui ou quoi les responsables politiques attribuent les violences ;
- (2) Islam ou musulmans mentionnés dans la déclaration ou non ;
- (3) Distinction opérée entre des aspects positifs et négatifs de l'islam ou des musulmans.

Deuxièmement, l'analyse du discours politique (ADP) a été appliquée à ces discours au moyen du cadre d'analyse textuelle élaboré par Teun van Dijk (1997 et 2003) et Norman Fairclough (1995). Ce faisant, les principes essentiels de l'ADP (cf. infra) permettront d'évaluer dans quelle mesure les définitions de référence de l'islamophobie demeurent pertinentes face à l'évolution des discours politiques sur l'islam et les musulmans en Europe.

1/3. Analyse du discours politique

L'ADP est une approche découlant de l'analyse du discours critique (ADC) dont

elle partage les postulats : le discours est fondateur de la société et la culture ; il exprime une idéologie ; il assure la médiation entre l'écriture et la société ; il constitue un mode de transmission ; il est une forme d'action sociale ; l'analyse discursive est interprétative et explicative (Fairclough and Wodak, 1997, 271-280). L'ADP se distingue de l'ADC par l'importance accordée au contexte politique, à la reproduction du pouvoir politique, à la domination ainsi qu'aux « conditions et conséquences discursives des inégalités sociales et politiques qui [en] résultent » (van Dijk, 1997, 11). L'ADP se concentre sur les acteurs politiques, la rhétorique, le contexte, le temps, les moyens de communication et tout ce qui s'y rapporte (ibid.). L'objectif de l'ADP est l'analyse critique d'un texte, d'un discours ou d'autres formes de communication pour en extraire les messages latents et explorer leurs contextes (Fairclough, 1995, 23). L'« objet (locus of critique) de l'ADC et de l'ADP est le lien entre le langage, le discours, la parole et la structure sociale » (Blommaert, Bulcaen, 2000, 449). Les ADC sont utiles pour démêler les structures et les rapports de domination sous-jacents aux discours. Le cadre analytique de l'ADP proposé par van Dijk (1997 et 2003) inclut des facteurs tels que les acteurs, les destinataires, l'idéologie, le moment et le lieu, le moyen de communication et les niveaux macro- et microsociologiques du discours politique.

Le contexte de cette étude est les attentats djihadistes perpétrés en janvier 2015 à Paris, et les réactions immédiates des responsables politiques à cet événement. Le caractère spontanée de ces réactions est crucial : alors que tout émetteur d'un discours politique sait que celui-ci sera analysé par tous les acteurs (médias, responsables politiques, opinion), les réactions spontanées adviennent le plus souvent avant que l'acteur n'ait pu évaluer pleinement la situation, ce qui rend ses propos plus fidèles à sa pensée. Ainsi, toutes les déclarations analysées ici sont survenues dans les trois jours suivant l'attentat (à l'exception de celles du chef du FPÖ autrichien). Ainsi que le requiert l'ADP, ces réactions seront analysées aux niveaux macro- (communication des partis, leurs relations et leurs électors) et microsociologique (langage employé aux cours des interactions). Les moyens de communication utilisés par ces acteurs incluent des discours parlementaires, des entrevues avec les médias et les sites Internet des partis et des gouvernements. L'importance du moyen de communication notamment permis de souligner la différence possible entre les déclarations officielles (site Internet du gouvernement ou du parti, communiqués de presse officiels) et non officielles (entrevues dans les médias, débats parlementaires, etc.).

II/ Réponses des partis politiques

Les déclarations des gouvernements, des responsables et partis politiques sont présentées dans les trois sections suivantes conformément à la méthode précédemment décrite qui distingue les réactions des partis au pouvoir (2.1), des principaux partis d'opposition (2.2) et des partis populistes (2.3).

II/1. Réactions des partis au pouvoir

Tableau II - Réactions des partis au pouvoir aux attentats de Charlie Hebdo

Pays	Parti politique et auteur	Responsabilité	Référence à l'islam et aux musulmans	Déclaration opérée	Extrait de la déclaration
Allemagne	Union chrétienne-démocrate (CDU) Angela Merkel (Chancelière)	Acte de haine	Non	nd.	« Cet acte de haine n'est pas seulement une atteinte à la vie des citoyens français et à la sécurité intérieure de la France. Cette attaque contre la liberté d'expression, élément central de notre liberté et de notre culture démocratique, était totalement injustifiable ».
	Union chrétienne-démocrate (CDU) Peter Tauber (Secrétaire général)	Islamisme, Terrorisme islamiste	Oui	Oui	« [Ces attaques incitent] que les islamistes tentent effectivement de danger les nations pluralistes libres du monde occidental. Et beaucoup de musulmans de notre pays le pensent aussi. Ils ont eu raison pour du terrorisme islamiste. [...] Et pour cette raison notamment, nous ne devons pas consacrer l'effort de confondre l'islam dans son ensemble ».

Tableau II : Réactions des partis au pouvoir aux attentats de Charlie Hebdo I

France Assemblée nationale Républicains (LR)	Christophe Jacob (Président de l'Assemblée)	Non	nd.	« Ces attentats terroristes ne concernent pas seulement le journal Charlie Hebdo ou la France [...] La France et le Islam [...] d'expression, une nouvelle à une société libre et elle est toujours par des journalistes religieux, sans devoir être liés et les défendre légitimement ».
France Parti social-démocrate Parti populaire Union Députés de l'Union François Châteaillon François Michard Nicolas (Union diversité)	Thierry Lherminier	Non	nd.	« [...] plutôt à Paris doit être dirigé contre les valeurs de monde occidental et Islam [...] Non nous ne sommes pas que les valeurs des terroristes ».
Belgique Secrétaire d'État François (F.A.) Benoît Wauters (Président de l'Assemblée)	Andréas Janssens Président	Oui	Oui	« Les attentats ont été le fait d'individus isolés qui ont agi par la grande majorité de l'islam musulman européen [...] Ce comportement constitue une violation grave de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et de la dignité de l'homme [...] personne ne peut le nier [...] ».
Mouvement républicain (MR) Charles Michel (Président national)	José Gilles D'Hooghe Président	Non	nd.	« Paris a été une de nos villes les plus belles et les plus sûres et des hommes ont été brutalement assassinés, le Premier ministre a prouvé au Président de la République Française François Hollande, en tant que gouvernement belge, un véritable soutien à l'égard de la Belgique qui a été une véritable victoire pour la Belgique européenne et européenne pour la Belgique et l'ensemble de l'Europe ».
Mouvement républicain (MR) Julien Duclos (Président National)	José Gilles D'Hooghe Président	Non	nd.	« Paris la capitale, c'est une ville ouverte à la France d'expression, une France fondamentalement pacifique, une France ouverte à la diversité, il n'y a pas de raison de ne pas être en Belgique et l'ensemble de l'Europe ».

Tableau II : Réactions des partis au pouvoir aux attentats de Charlie Hebdo II

Tableau II : Réactions des partis au pouvoir aux attentats de Charlie Hebdo

II/2. Réactions des principaux partis d'opposition

Tableau III : Réactions des principaux partis d'opposition aux attentats de Charlie Hebdo

II/3. Réactions des partis populistes

Tableau IV : Réactions des partis populistes aux attentats de Charlie Hebdo

Il ressort de ce corpus que sur les vingt-sept déclarations de partis au pouvoir (six partis n'ont pas fait de déclaration), qui consistent essentiellement en des condamnations de l'attentat et des appels à l'unité, seules cinq mentionnent l'islam ou les musulmans. Les réactions des partis d'opposition, qui condamnent également l'attentat et présentent leurs condoléances, sont moins fréquentes. Sur cinq déclarations officielles, seuls deux partis mentionnent l'islam ou les musulmans. Enfin, en ce qui concerne les partis populistes, quatre déclarations sur six évoquent l'islam ou les musulmans (un parti n'a pas émis de déclaration). Ces quatre partis font référence à l'islamisation de l'Europe et soulignent avoir alerté de la menace qu'elle faisait peser, tout en différenciant les « bons » des « mauvais » musulmans.

Christian-Andréon et Besson	oui	Non	oui	oui	« (...) Cela s'a dans une de classe l'expression qui sont pas une chose de du pouvoir des autres culture d'unement par une plus. Cette chose s'a d'ailleurs pas une chose. La France a une histoire long histoire de intégration et d'intégration. Une chose dans un respect que plus (...) il ne s'agit pas d'islamisation musulmanisme mais de l'intégration musulmanisme »
Léonard et Besson	Non mention	Non	oui	oui	« (...) attend de faire plus de ce qui concerne l'unité des personnes non défilés »
Patrick Denard (Président de la Chambre de députés)	oui	Non	oui	oui	« (...) La France a des lignes qui ne sont pas défilés. Une personne musulmanisme et une défilés est des victimes d'une culture et la chose d'expression de tout respecteur qui plus, une condamnation et un crime dans un événement de Paris. Il y a eu une chose de l'histoire qui est devenue et était faite et intégration »
France 6 (Mlle Thérèse-Isabelle (PS))	oui	Non	oui	oui	« (...) La France a des lignes qui ne sont pas défilés. Une personne musulmanisme et une défilés est des victimes d'une culture et la chose d'expression de tout respecteur qui plus, une condamnation et un crime dans un événement de Paris. Il y a eu une chose de l'histoire qui est devenue et était faite et intégration »
Espagne (Parti populaire)	Non mention	Non	oui	oui	« (...) Le gouvernement espagnol condamne fermement les actes de deux hommes morts qui ont été d'abord les victimes de l'islamisme. Nous plus d'une décennie de nous et de condamner l'islam, cette la première islamisation musulmanisme »
France 6 (Mlle Thérèse-Isabelle (PS))	oui	Non	oui	oui	« (...) Le gouvernement (Espagne et Espagne) est développé une condamnation ferme contre la terrorisme via des lignes autres. L'a l'islamisme les actions islamisme que le gouvernement espagnol (...) depuis (...) espagne (...) les lignes autres et que la sécurité des Espagnols est garantie »
France 6 (Mlle Thérèse-Isabelle (PS))	oui	Non	oui	oui	« (...) La France a des lignes d'un événement islamisme. La République a été l'objet d'une attaque d'une culture et d'une culture islamisme »

Tableau II : Réactions des partis au pouvoir aux attentats de Charlie Hebdo III

socialiste belge), ce qui, une fois encore, satisfait à la distinction du rapport Runnymede. Les quatre partis populistes ont attribué la responsabilité des faits à l'« intégrisme islamique » et au « fondamentalisme musulman » (RN français), l'« islam » , le « Coran » et « Mohammed » (PVV hollandais), l'« islamisme radical » et le « terrorisme islamiste » (FPÖ autrichien), le « djihadisme » et l'« islamisation » (VB belge). Trois partis populistes ont dissocié l'islam des musulmans. Le VB belge est le seul parti de cette étude qui attribue la responsabilité des violences à l'« islam » ou aux « musulmans », et ne reconnaît pas la distinction établie par le rapport Runnymede.

Parti	Responsabilité	Déclaration à l'égard de l'islam	Déclaration à l'égard des musulmans	Extrait de la déclaration
Front National (France)	Non	Non	Non	«... nous ne sommes pas responsables, ce sont les idées extrémistes et les actes de violence des islamistes dans l'opposition à notre France libre, démocratique, et qui sont responsables de la situation. De ces personnes ou personnes comme elles, nous ne sommes pas responsables.»
Liberté Démocratie (Belgique)	Non	Non	Non	«... Les actes de violence commis contre-ci ne sont pas la faute de la liberté d'expression et des médias. C'est la faute de ceux qui ont commis ces actes. Il faut donc continuer à travailler à la promotion de la liberté d'expression et à la promotion de la liberté de la presse.»
Parti libéral (Belgique)	Non	Non	Non	«... C'est un terrible attentat contre la liberté d'expression et contre la liberté de la presse. Nous ne sommes pas responsables de l'acte de violence.»
Maguel (Belgique)	Non	Non	Non	«... L'attentat contre la liberté d'expression et contre la liberté de la presse est un acte de violence. Nous ne sommes pas responsables de l'acte de violence.»

Tableau II: Réactions des principaux partis d'opposition

Tableau III: Réactions des principaux partis d'opposition aux attentats de Charlie Hebdo

Parti	Responsabilité	Déclaration à l'égard de l'islam	Déclaration à l'égard des musulmans	Extrait de la déclaration
Liberté Démocratie (Belgique)	Non	Non	Non	«... L'attentat contre la liberté d'expression et contre la liberté de la presse est un acte de violence. Nous ne sommes pas responsables de l'acte de violence.»
Parti libéral (Belgique)	Non	Non	Non	«... C'est un terrible attentat contre la liberté d'expression et contre la liberté de la presse. Nous ne sommes pas responsables de l'acte de violence.»
Maguel (Belgique)	Non	Non	Non	«... L'attentat contre la liberté d'expression et contre la liberté de la presse est un acte de violence. Nous ne sommes pas responsables de l'acte de violence.»

Tableau II: Réactions des partis au pouvoir aux attentats de Charlie Hebdo VI & Tableau III : Réactions des principaux partis d'opposition aux attentats de Charlie Hebdo I

Les discours des responsables politiques s'expliquent aussi par leur position au niveau macrosociologique (van Dijk, 2003) : les partis au pouvoir préfèrent la prudence, les partis d'opposition émettent moins souvent de déclarations officielles, et les partis populistes se montrent plus offensifs. Dans l'ensemble, les responsables de tous les partis présentent un discours adapté à leurs groupes sociaux (politiques) et leurs agendas. De ce fait, toutes ces réactions, comme leur

absence, constituent des faits sociaux significatifs (idem), qu'il s'agisse d'appels à l'unité nationale, à lutter contre l'islam, désislamiser l'Europe, renforcer la sécurité des grandes villes, etc.

Ces résultats confirment le postulat de l'ADP : les acteurs n'agissent pas aléatoirement, et leurs discours se comprennent au regard de leurs positions dans le champ politique, de leurs publics respectifs et des contextes intérieurs de chaque pays (van Dijk, 1993, 3). En Belgique (N-VA, parti au pouvoir) et en France (RN, parti populiste), les responsables politiques ont évoqué une radicalisation croissante ; Peter Tauber (CDU allemand, parti au pouvoir) a souligné la menace « islamiste » pour le pluralisme religieux, faisant craindre la croissance du PEGIDA en Allemagne ; tandis qu'en Grèce, Antonis Samaras (ND, parti au pouvoir) a souligné les risques issus de la provenance de réfugiés syriens sur le sol national.

Comme le montrent les réactions des partis d'opposition et des partis populistes, leurs rhétoriques usent de la différenciation entre « eux » et « nous ». Elles alternent aussi entre les registres de langue formel et informel selon le groupe social visé : Nigel Farage, chef de l'UKIP, s'adresse à son électorat, la classe ouvrière ; Geert Wilders use d'un langage offensif aux Pays-Bas ; Katja Kipping, co-présidente du Parti de gauche allemand, se montre prudente en usant de références au libéralisme politique et à des raisonnements sociologiques. La distinction entre la « majorité des musulmans » et les « radicaux religieux » relève d'une rhétorique de la disculpation, présente à différents niveaux politiques : au sein des partis au pouvoir (le dirigeant de la N-VA belge reconnaît la « radicalisation de certains cercles musulmans européens » comme une menace directe pour la sécurité publique, tout en soulignant que « les assassinats sont bien le fait d'individus isolés »), des partis d'opposition et des partis populistes, comme lorsque le dirigeant du PVV hollandais déclare : « C'est l'islam qui inspire chaque fois les meurtriers. C'est Mohammed, le prétendu prophète. C'est le Coran. [...] Bien sûr, je ne parle pas de tous les musulmans ». Il en est de même de la réaction de la présidente du RN français qui dénonce une « idéologie meurtrière », « l'islamisme radical », exhorte à un « refus absolu du fondamentalisme islamique [qui] doit être proclamé haut et fort », tout en nuancant : « personne ne veut confondre nos compatriotes musulmans attachés à notre nation et à ses valeurs avec ceux qui tuent au nom de l'islam ».

	populaires Voir le tableau 2.1 « Réactions des partis populaires »				
Belgique	Parti socialiste Mouvement Réformateur (Président du parti)	Antisémites, islamistes détestés et harcelés	oui	oui	« Les islamistes ont atteint des proportions. Ils démontrent et ils menacent de le prouver [...] Il faut réviser, par exemple leurs programmes, leurs idéologies ou leurs sensibilités, sans pour le coup de côté dénoncer l'islam et l'islamisme [...] Il faut réviser ce fait par de nouveau dans une mesure [...] de ceux qui identifient souvent plus de travail de la terre avec une conversion, et même supposent une conversion musulmane comme dépendance pré-islamique.
Allemagne	Parti libéral de Christiano (Président du parti) Lars Lütke Strömann (Président du parti)	Charge sur le totalitarisme prohibé religieux de musulmans, antisémitisme accusé	oui	oui	« Il est évident que lorsque on se voit l'une des grandes religions de monde et à la fois des hommes qui souffrent. Cela fait des conditions et donc l'islam qui traite les composantes de la société musulmane, et par là même une voix qui s'élève le religieux, qui a été totalement ignoré par un système occidental ».
France	Mouvement national républicain (MNR) Nicolas Dupont-Aignan (Président du parti)	Antisémites, islamistes détestés et harcelés	oui	oui	« Les responsables de ces actes barbares doivent être punis et ciblés avec la plus entière sévérité.
Italie	Parti libéral démocrate Voir le tableau 2.1 « Réactions des partis populaires »		oui	oui	oui
France	Le Mouvement national républicain Voir le tableau 2.1 « Réactions des partis populaires »		oui	oui	oui

Tableau III : Réactions des principaux partis d'opposition aux attentats de Charlie Hebdo II

Un même constat s'impose à la lecture de l'ensemble de ces réactions : les responsables politiques oscillent entre deux extrêmes, allant d'un pacifisme prudent à une rhétorique belliqueuse à l'encontre d'une religion et de ceux qui y sont associés. Dans le contexte de la résurgence du djihadisme et des débats sur la radicalisation, s'impose un même souci largement partagé de distinguer les musulmans et l'islam d'une part, des violences perpétrées en son nom d'autre part, y compris au sein de partis hostiles à l'islam comme le RN (France) et le PVV (Pays-Bas). La seule exception vient des populistes belges, le VB, qui ont incriminé les attentats « djihadistes », l'« islam » et l'« islamisation croissante de l'Europe », en conformité avec le manifeste du parti dans lequel l'« extrémisme musulman grandissant » est décrit comme une menace majeure.

III/2. Définition de l'islamophobie : une confusion persistante

La tendance dominante à dissocier l'islam de l'islamisme ou du djihadisme, les musulmans des auteurs de violences pourrait étonner au regard du nombre de partis et responsables politiques dont les programmes considèrent cette religion dans son essence comme une menace existentielle pour leur société. Ces acteurs naviguent dans une matrice idéologique essentialiste qui présuppose un continuum entre islam et violence, tout en s'efforçant de les distinguer dans leurs déclarations. Cette distorsion est le signe des effets des discours anti-islamophobes auxquels des porteurs d'idéologies anti-musulmanes

se conforment par volonté de se prémunir de toute accusation d'islamophobie et de ses conséquences judiciaires, elle-même permise par des lois tant déterminées à préserver la liberté d'expression qu'à lutter contre les discriminations. En effet, seuls Tom van Grieken et Barbara Pass (populistes belges, Intérêt flamand) pourraient être à cet égard qualifiés d'islamophobes au regard de leurs généralisations préjudiciables à un groupe religieux dans son ensemble. Ce paradoxe a été souligné par Chris Allen (2010) : les acteurs qui diffusent des représentations hostiles à l'islam, qui soutiennent que les croyances qui en relèvent mènent à la violence et que ses membres seraient donc des terroristes potentiels se disculpent d'islamophobie dès lors qu'ils précisent que leurs accusations n'engagent pas l'ensemble des musulmans.

Parti	Discussions	oui	oui	oui
	concernant publiques			
	sur le terrain à l'extérieur des partis ou parties			

Tableau III: Réactions des partis populistes

Tableau IV: Réactions des partis populistes aux attentats de Charlie Hebdo

Pays	Parti populiste et autres	Responsabilité	Différence à l'égard de autres	Discussions spécies	Extrait de la déclaration
Belgique	Parti du travail (PTB) Front National (FN) Parti libéral (PVV)	Belgique certaine	Oui	Oui	«Nous sommes d'accord sur le fait que les médias ont joué un rôle dans la diffusion de l'information et dans la sensibilisation du public. Mais nous sommes convaincus que c'est la responsabilité de certains médias de nous avoir présentés comme des terroristes potentiels. Nous sommes très déçus de ce que nous avons vu dans les médias et nous sommes convaincus que c'est la responsabilité de certains médias de nous avoir présentés comme des terroristes potentiels. Nous sommes très déçus de ce que nous avons vu dans les médias et nous sommes convaincus que c'est la responsabilité de certains médias de nous avoir présentés comme des terroristes potentiels.»
Belgique	Parti libéral (PVV) Discussions concernant le travail (PTB) et Front National (FN)	Belgique certaine	Oui	Oui	«La responsabilité de ce qui s'est passé est en premier lieu celle des médias, qui ont présenté les auteurs de ces attentats comme des terroristes potentiels. Nous sommes très déçus de ce que nous avons vu dans les médias et nous sommes convaincus que c'est la responsabilité de certains médias de nous avoir présentés comme des terroristes potentiels.»

Tableau III: Tableau
IV:Tableau III: Réactions
des principaux partis
d'opposition aux attentats
de Charlie Hebdo III &
Tableau IV: Réactions des
partis populistes aux
attentats de Charlie
Hebdo I

Les définitions qui, à l'instar de celles de Deepa Kumar (2012), Ibrahim Kalin (2011) ou Mohamed Nimer (2011), privilégient une entrée par le racisme et insistent de ce fait sur l'hostilité, les préjugés ou les discriminations envers un

impossible de dissocier la haine ou la peur contre les musulmans du racisme contre les non-Européens. L'islamophobie et le racisme culturels sont enchevêtrés » (Grosfoguel, 2012, 13-14). De fait, les responsables politiques se livrant à des critiques généralisées et infondées envers l'islam et les musulmans n'y voient guère une manifestation de racisme envers des populations ethnicisées. D'autant plus que, comme le montrent Martin Reisiql et Ruth Wodak, le suffixe « -phobie » introduit un biais dans la perception du phénomène : il mène à « négliger l'aspect actif et agressif de la discrimination, et à pathologiser le racisme (et toutes les autres formes de discrimination couvertes par le suffixe -phobie) par la "métaphore de la maladie", de la "phobie", qui en tant que telle minimise le racisme et, au moins implicitement, exonère les racistes » (2001, 6). Ainsi, les idéologues islamophobes se présentent volontiers comme de courageux défenseurs d'un peuple dont l'existence est menacée par l'islam (Liogier, 2012). La difficulté à appréhender le caractère haineux et discriminant envers l'islam et les musulmans dans la sphère politique illustre les limites de cette terminologie.

	Nigel Farage (Chef du parti)				« totalement indignés, et je les considère absolument ».
Stavros Dimotris Andreas Matsias Karlsson (Représentant du parti au Parlement)	Les autres	Non	nd.		« Espérons que les auteurs pourront être appréhendés et traduits en justice dans les meilleurs délais. Mes pensées ce soir vont aux victimes et à leurs familles ».

Tableau IV: Réactions des partis populistes aux attentats de Charlie Hebdo III

III/3. Reconsidérer l'islamophobie ?

Face à ces difficultés, trois approches peuvent être envisagées. La première consisterait à encourager le développement d'une terminologie alternative. Chris Allen propose dans cette perspective de dissocier l'islam en tant que religion, des musulmans en tant que populations (2010, 135-137). De la même façon, George Readings, James Brandon et Richard Phelps (2010) préconisent de remplacer le terme « islamophobie » par « discrimination » ou « haine anti-musulmans », ce qui permettrait de renvoyer plus précisément aux victimes en tant que telles, tout en restituant le caractère actif ou agressif de cette attitude. Cependant, la critique préjudiciable de la religion porterait toujours, par extension, sur ses fidèles, qui devraient, pour s'en préserver, renoncer à leurs pratiques et croyances... (de Ruitter, 2012). Outre le fait d'être peu probante, l'hypothèse d'une

terminologie alternative requerrait également un processus d'assimilation linguistique long et coûteux, qui ne ferait qu'ajouter à la confusion alors que le terme d'« islamophobie » est désormais adopté par les institutions internationales (Bahçecik, 2013).

La seconde approche consisterait à poursuivre l'effort de renouvellement de la définition de l'islamophobie. Bien que les définitions actuelles, qui se concentrent sur le racisme, l'intolérance et les préjugés infondés envers les musulmans, leurs cultures, leurs appartenances ethniques et leur religion, restent pertinentes, poursuivre l'effort de réflexion dans cette direction est nécessaire pour affiner la connaissance de ces phénomènes dont les manifestations sont multiples et évolutives. La multiplicité des définitions existantes témoigne ainsi de l'intérêt de la communauté des chercheurs pour cet objet, mais aussi des limites pratiques d'une telle démarche.

À la croisée des deux précédentes approches, une troisième proposition serait d'envisager une terminologie complémentaire. Alors que l'islamophobie repose largement sur l'entretien d'une confusion entre les musulmans et ceux qui légitiment la violence au nom de l'islam (certaines organisations islamistes et le djihadisme), l'enjeu serait d'introduire une terminologie qui encouragerait à leur distinction. Le débat s'est ainsi posé au sujet de la confusion entre l'antisémitisme et l'antisionisme (critique de la politique sioniste d'Israël ; dont la définition demeure contestée). Edward Corrigan (2009) souligne à cet égard qu'il est légitime, en démocratie, de critiquer le sionisme sans être antisémite, le nazisme sans nourrir d'aversion contre les Allemands, la torture pratiquée par l'armée américaine en Irak sans être raciste envers les Américains, etc. De la même façon, il est légitime de critiquer certaines manifestations de l'islam sans être raciste envers les musulmans. Ce terme additionnel pourrait par exemple cibler les manifestations illégales ou violentes de l'islam, comme cela est d'usage dans le discours politique européen (divers responsables politiques décrivent les auteurs des attentats comme des « islamistes » : RN en France, CDU et CSU en Allemagne, FPÖ en Autriche). George Readings, James Brandon et Richard Phelps, qui insistent sur l'importance du langage comme d'outil politique, montrent combien les représentations du monde véhiculées par l'islamisme entrent en résonance avec celles diffusées par l'extrême droite : « la croyance que "le monde musulman" est un bloc homogène partageant un même agenda politique » ; « la croyance que le monde devrait être divisé en blocs rivaux et

concurrents, avec les musulmans d'un côté et les non-musulmans de l'autre » ; « les islamistes de tous horizons croient que les comportement des musulmans devraient être déterminés par leur seule religion » ; « les islamistes estiment qu'une interprétation unique de la charia [...] peut et doit être imposée à la société » (2010, 3-14). L'introduction du terme « anti-islamisme/djihadisme » découragerait les amalgames entre les préjugés répréhensibles envers l'islam et les musulmans, des entreprises illégales ou violentes au nom de l'islam. Cette proposition entre aussi en résonance avec les pratiques politiques et elle n'impliquerait aucun processus d'assimilation linguistique coûteux.

Conclusion

La mise en perspectives historiques des débats sur l'islamophobie suscités par le rapport Runnymede met en évidence l'une de ses limites : l'opposition entre critique légitime ou répréhensibles de l'islam et des musulmans objective en retour une représentation essentialiste et binaire du musulman, qui génère une zone grise échappant à la lutte contre l'islamophobie (préjugés préjudiciables qui ne procèdent pas d'attitudes « fermées »). Les débats récents (controverses sur le niqab, sur la « crise du multiculturalisme », etc.), notamment ceux suscités par l'attentat de Charlie Hebdo obligent à reconsidérer cet espace. L'analyse des réactions politiques à cet événement, au moyen de l'ADP, révèle combien les partis ouvertement anti-islam se jouent de la confusion permise par ce délicat équilibre entre liberté d'expression et égalité des individus, au fondement des démocraties modernes. Si le renoncement à cette terminologie demeure peu souhaitable, l'affinement des définitions de l'islamophobie semble quant à lui nécessaire, sans être en mesure d'y remédier.

L'introduction du terme « anti-islamisme/djihadisme » permettrait alors d'affiner le débat, mais cette proposition pose aussi question. Elle ne suffit pas à remédier aux critiques formulées à l'endroit de la définition de l'islamophobie du rapport Runnymede, dans la mesure où la question du périmètre des critiques légitimes ou répréhensibles à l'endroit de l'islam et des musulmans (et la représentation essentialiste des musulmans qui lui est sous-jacente) reste posée (pourquoi devrait-elle s'étendre à tous les islamismes ou demeurer circonscrite au djihadisme ?). De plus, les controverses au sujet de la différenciation de l'antisémitisme et de l'antisionisme rappelle les inévitables limites d'une telle proposition : distinguer des engagements ou une politique à référent religieux des populations qui s'identifient plus largement à cette religion n'empêche pas de

facto les amalgames. De la même façon que l'antisionisme dissimule parfois de l'antisémitisme, l'anti-islamisme/djihadisme est parfois l'expression d'une hostilité envers l'ensemble des musulmans. Cela devrait-il suffire à renoncer à considérer l'utilité d'une telle proposition ? Non, car « mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde », écrivait Albert Camus. Cette proposition n'entend être rien d'autre qu'une contribution, mince et utile, aux débats sur l'islamophobie qui semblent avoir de beaux jours devant eux.

Bibliographie

- ABBAS T., 2011, Islamophobia in the UK : Historical and Contemporary Political and Media Discourses in the Framing of a 21st century Anti-Muslim Racism, in ESPOSITO John L. et KALIN I. (Eds.), *Islamophobia : The Challenge of Pluralism in the 21st Century*, New York, Oxford University Press, 63-76.
- ALLEN C., 2010, *Islamophobia*, Farnham, Ashgate Publishing Company.
- BAHÇECİK S. O., 2013, Internationalizing Islamophobia : Anti-Islamophobic Practices from the Runnymede Trust to the Organization of Islamic Cooperation, *Ortadoğu Etütleri*, 5, 1, 141-165.
- BAKER-BEALL C., HEATH-KELLY C., JARVIS L. (Eds.), 2015, *Counter-Radicalisation. Critical perspectives*, Londres/New York, Routledge.
- BLOMMAERT J. et BULCAEN C., 2000, Critical discourse analysis, *Annual Review of Anthropology*, 29, 447-66.
- BUNGLAWALA S., 2017, What's in a Name ?, in ELAHI F. et KHAN O. (Eds.), Runnymede. A 20th anniversary report. Islamophobia. Still a challenge to us all, London, Runnymede Trust, 69-72.
- CÉSARI J., 2011, Islamophobia in the West : a Comparison Between Europe and America, in ESPOSITO J. L. et KALIN I. (Eds.), *Islamophobia : The Challenge of Pluralism in the 21st Century*, New York, Oxford University Press, 21-46.
- CORRIGAN E., 2009, Is Anti-Zionism Anti-Semitic ? Jewish Critics Speak, *Middle East Policy*, 16, 4, 146-159.
- DIJK T. A. van, 1993, *Elite discourse and racism*, Newbury Park, Sage Publications.
- DIJK T. A. van, 1997, What is Political Discourse Analysis ?, *Belgian Journal of Linguistics*, 11, 1, 11-52.
- DIJK T. A. van, 2003, Critical Discourse Analysis, in SCHIFFRIN D., TANNEN D. et HAMILTON H. E. (Eds.), *The Handbook of Discourse Analysis*, Oxford, Blackwell Publishing, 466-485.
- EKERWALD H., 2011, Islamophobia, *Ethnic and Racial Studies*, 34, 10,

1775-1776.

ELAHI F. et KHAN O. (Eds.), 2017, *Runnymede. A 20th anniversary report. Islamophobia. Still a challenge to us all*, London, Runnymede Trust.

ESPOSITO J. L. et KALIN I., 2011, *Islamophobia*, New York, Oxford University Press.

FAIRCLOUGH N. L., 1995, *Critical Discourse Analysis : The Critical Study of Language*, Londres/New York, Routledge.

FAIRCLOUGH N. L. et WODAK R., 1997, Critical discourse analysis, in DIJK T. A. van (Ed.), *Discourse Studies. A Multidisciplinary Introduction*, London, Sage, 258-284.

Foundation for Political, Economic and Social Research (SETA), 2016, *European Islamophobia Report*, Ankara, SETA.

GROSGOUEL R., 2012, The Multiple Faces of Islamophobia, *Islamophobia Studies Journal*, 1, 1, 9-33.

HACKETT C., 2016, *Five Facts about the Muslim Population in Europe*, Pew Research Center, 23 septembre 2017, [en ligne] <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/11/29/5-facts-about-the-muslim-population-in-europe/> (16 juin 2019).

KALIN I., 2011, Islamophobia and the Limits of Multiculturalism, in ESPOSITO J. L. et KALIN I. (Eds.), *Islamophobia : The Challenge of Pluralism in the 21st Century*, New York, Oxford University Press, 3-20.

KUMAR D., 2012, *Islamophobia and the politics of empire*, Chicago, Haymarket Books.

LEAN N. et ESPOSITO J., 2012, *The Islamophobia Industry*, London, Pluto Press.

LIOGIER Raphaël, 2012, *Le mythe de l'islamisation. Essai sur une obsession collective*, Paris, Seuil.

NIMER Mohamed, 2011, Breaking the Vicious Cycle of Islamophobia and Anti-Americanism, in ESPOSITO J. L. et KALIN I. (Eds.), *Islamophobia : The Challenge of Pluralism in the 21st Century*, New York, Oxford University Press, 77-92.

RAGAZZI F., 2016, Suspect Community or Suspect Category ? Counter-Terrorism as « Policed Multiculturalism », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 42, 5, 724-741.

READINGS G., BRANDON J. et PHELPS R., 2010, *Islamism and Language : How Using the Wrong Words Reinforces Islamist Narratives*, Quilliam. Concept Series.

REISIGL M. et WODAK R., 2001, *Discourse and discrimination*, London, Routledge.

RUITER J. J. de, 2012, The Distinction between Islam and Muslims in the Dutch

anti-Islamization Discourse, *Canadian Journal of Netherlandic Studies*, 33, 2, 35-58.

Runnymede Trust, 1997, *Islamophobia : a Challenge For Us All*, London, Runnymedetrust.org.

Runnymede Trust, 2016, Oral Histories, *Runnymedetrust.org*, 8 mai 2016, [en ligne]

<http://www.runnymedetrust.org/histories/race-equality/39/the-runnymede-trust-begins-work.html> (16 septembre 2019).